

Cote du document: EB 2014/LOT/P.11
Date: 1^{er} août 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de financement supplémentaire à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le Projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ronald Hartman

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2184
courriel: r.hartman@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire sous la forme d'un prêt à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le Projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture, telle qu'elle figure au paragraphe 23.

Mémoire du Président

Proposition de financement supplémentaire à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le Projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture

I. Contexte

1. Le présent mémoire a pour objet l'approbation d'un financement supplémentaire, sous la forme d'un prêt d'environ 22 millions d'USD (équivalant à 14,23 millions de DTS), pour le Projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture, que le Conseil d'administration a approuvé en avril 2010 (EB 2010/99/R.22). Grâce à ce financement supplémentaire, le FIDA cofinancera – conjointement avec le Gouvernement papouan-néo-guinéen, la Banque mondiale, l'Union européenne et les bénéficiaires du projet – le coût de la reproduction du projet à l'échelle nationale visant à bénéficier directement à 36 000 autres ménages.
2. Initialement conçu en partenariat avec la Banque mondiale et le Gouvernement papouan-néo-guinéen, le projet est entré en vigueur en septembre 2010 et s'achèvera en juin 2016. Son principal objectif est de renforcer les moyens d'existence des petits producteurs de cacao et de café en améliorant la performance et la viabilité des filières concernées dans les zones de production. Le projet initial a trois composantes: i) renforcement institutionnel et coordination dans les secteurs du café et du cacao; ii) partenariats productifs; et iii) infrastructures d'accès aux marchés. Le projet favorise l'amélioration des moyens d'existence en milieu rural, en renforçant la coordination et les institutions dans les secteurs du café et du cacao; en facilitant l'établissement de liens entre les petits producteurs et le secteur agroalimentaire en vue de fournir l'accès aux marchés et de mettre à disposition des technologies et des services; et en créant les infrastructures indispensables à l'accès aux marchés. La conception initiale envisageait l'élargissement du projet à d'autres régions et le développement des partenariats existants.
3. Compte tenu des résultats obtenus par le projet, la Banque mondiale et l'Union européenne ont déjà approuvé un financement supplémentaire pour la reproduction du projet à l'échelle nationale. Par ailleurs, le FIDA et le Gouvernement papouan-néo-guinéen ont décidé qu'un montant de 22 millions d'USD provenant du cycle 2013-2015 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) devrait être utilisé afin d'élargir la couverture du projet.

Tableau 1
Financement total du projet, par financeur
 (En milliers d'USD)

Source	Contribution initiale		Financement supplémentaire		Financement total	
	Montant	Part du total (%)	Montant	Part du total (%)	Montant	Part du total (%)
Banque mondiale	25 000	54	30 000	41	55 000	46
FIDA	14 000	30,2	22 000	30	36 000	30,1
Union européenne	-	-	6 400	9	6 400	5,4
Gouvernement	1 500	3,2	4 500	6	6 000	5,2
Bénéficiaires	5 800	12,5	10 100	14	15 900	13,3
Total	46 300	100	73 000	100	119 300	100

II. Justification et raison d'être

4. La majeure partie de la population rurale de Papouasie-Nouvelle-Guinée vit des revenus tirés du café et du cacao. Ces dernières années, des menaces ont pesé sur la compétitivité et la viabilité globale de ces deux secteurs, d'où des répercussions négatives sur les populations rurales pour lesquelles le café et le cacao constituent une importante source de revenus.
5. Le projet offre un soutien prévisible et régulier à la mise en œuvre des changements structurels indispensables pour améliorer la performance et la viabilité des filières du café et du cacao de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et en accroître la contribution aux moyens d'existence en milieu rural. Il a réussi à renforcer la coordination du secteur; à faciliter l'établissement de liens entre les petits producteurs de café et de cacao et le secteur agroalimentaire pour assurer l'accès aux marchés et mettre à disposition des technologies et des services; et à favoriser le développement des infrastructures indispensables à l'accès aux marchés. Le projet a généré une forte demande de la part des petits producteurs de cacao et de café, dont la plupart bénéficient pour la première fois d'un soutien et de services. L'instauration de liens entre les agriculteurs et les partenaires principaux, dont la majorité sont des acteurs importants du secteur privé dans les secteurs du cacao et du café, s'est révélée être une approche efficace et novatrice qui a permis de fournir aux agriculteurs les services dont ils ont besoin et de renforcer les liens avec les filières.
6. L'apport d'un financement supplémentaire donne au FIDA la possibilité d'élargir son impact, de renforcer ses partenariats et d'étendre son action future en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Avec un financement supplémentaire, le nombre de bénéficiaires directs potentiels passe du simple à plus du double: de 24 000 à 60 000 ménages; les taux de rentabilité financière et économique internes sur l'investissement du projet s'améliorent; et le FIDA peut renforcer son appui à l'élaboration des politiques, favoriser l'instauration de nouveaux liens entre les petits exploitants et le secteur agroalimentaire, et renforcer le soutien aux organisations paysannes, aux femmes et aux autres groupes défavorisés.
7. Le projet a une réputation bien établie de modèle novateur et efficace de développement agricole. Avec l'approbation d'un financement supplémentaire de la Banque mondiale et de l'Union européenne, le FIDA est en mesure de consolider la codirection du projet. De plus, cela lui permet de réduire sensiblement le temps de préparation du projet ainsi que les coûts administratifs et de transaction.

III. Détails de la proposition de reproduction à plus grande échelle

8. Le Gouvernement papouan-néo-guinéen a officiellement demandé que le projet soit reproduit à plus grande échelle, en appui aux petits producteurs de café et de cacao du pays tout entier. Comme envisagé dans la conception initiale du projet, il existe

une demande en faveur de la reproduction à plus grande échelle du modèle de partenariat productif, et il est possible d'y répondre en multipliant les partenariats, en intensifiant la couverture dans les provinces relevant du projet et en l'étendant à de nouvelles zones du pays.

9. Le financement supplémentaire permettra d'étendre le projet à toutes les provinces productrices de cacao et de café. Les partenariats, toujours déterminés par la demande, seront conformes aux priorités de chaque sous-secteur. Le premier appel à propositions relevant du financement supplémentaire (le troisième appel pour le projet) ne portera pas sur les provinces couvertes à l'origine par le projet en cours. Le prochain appel sera ouvert à l'ensemble des provinces productrices de cacao et de café dans tout le pays, conformément aux procédures opérationnelles établies pour le projet.
10. Le projet continuera à appliquer un ensemble de stratégies de ciblage et de suivi destinées à assurer une répartition équitable des avantages dérivant du projet. Il poursuivra son approche de ciblage sans exclusive reposant sur des partenariats avec les petits exploitants qui soient déterminés par la demande. Les principaux mécanismes de ciblage continueront d'inclure le ciblage géographique axé sur les produits de base, des approches d'incitation et d'autonomisation, et des mesures concernant les procédures pour favoriser la participation des ménages défavorisés et des femmes, et l'intégration des communautés isolées.
11. Le financement supplémentaire sera pleinement conforme à la conception du projet initial et favorisera la reproduction à plus grande échelle des trois composantes du projet initial: i) renforcement institutionnel et coordination dans les secteurs du café et du cacao; ii) partenariats productifs; et iii) infrastructures d'accès aux marchés.
12. Les efforts consentis au regard de la composante 1 – renforcement institutionnel et coordination dans les secteurs du café et du cacao – viseront à améliorer la performance des institutions dans ces secteurs et à y promouvoir la coordination. Le financement supplémentaire renforcera les capacités de ces institutions en termes de coordination des activités des secteurs et favorisera la durabilité de leurs opérations.
13. L'objectif de la composante 2 – partenariats productifs – sera de favoriser l'intégration d'un nombre accru de petits producteurs dans des filières performantes et rémunératrices en développant et en mettant en œuvre des alliances entre les secteurs public et privé dans les zones d'intervention du projet, l'objectif étant d'améliorer les liens avec les marchés. Les partenariats continueront d'être déterminés par la demande et conformes aux priorités définies pour chaque sous-secteur. Les deux sous-composantes du projet initial seront maintenues: a) partenariats productifs dans les zones de production de cacao; et b) partenariats productifs dans les zones de production de café.
14. Comme dans le projet initial, l'objectif de la composante 3 – infrastructures d'accès aux marchés – sera d'améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés dans les zones ciblées par le projet. Les deux sous-composantes resteront inchangées: a) préparation des investissements d'infrastructure d'accès aux marchés; et b) développement des infrastructures d'accès aux marchés. L'expansion du projet à de nouvelles zones devrait accroître la demande d'infrastructures. Un élément essentiel de la composante 3 est que, pour pouvoir bénéficier d'un financement par le projet, les sous-projets doivent avoir pris des engagements en faveur de dispositions pour une maintenance durable. Grâce au financement supplémentaire, de nouvelles modalités garantissant le financement de la maintenance seront introduites à titre expérimental.

15. Le financement supplémentaire sera mis en œuvre sur une période de cinq ans, de septembre 2014 au 30 juin 2019. L'allongement de la période d'exécution laisse suffisamment de temps pour achever les infrastructures indispensables pour garantir l'accès aux marchés au titre de la composante 3, l'achèvement et la consolidation des activités de partenariat, et un soutien durable aux institutions de coordination dans les secteurs du café et du cacao. Les nouveaux partenariats financés par le financement supplémentaire seront mis en œuvre sur une période de trois ans; l'exécution du projet devra donc continuer pendant un minimum de trois années après l'approbation des derniers partenariats. Pour accroître l'efficacité de l'exécution, l'approbation des nouveaux partenariats sera échelonnée, les derniers partenariats devant être approuvés en 2016 et achevés en 2019. Il sera nécessaire de reporter la date de clôture de l'accord de financement initial pour l'aligner sur la nouvelle date de clôture du financement supplémentaire.

IV. Coût et financement du projet

16. Le coût total du projet s'élève à 119,3 millions d'USD, dont 73,0 millions d'USD de financement supplémentaire. Les contributeurs à ce financement supplémentaire sont le FIDA (22,0 millions d'USD), la Banque mondiale (30 millions d'USD), l'Union européenne (6,4 millions d'USD), le Gouvernement papouan-néo-guinéen (4,5 millions d'USD) et les bénéficiaires (10,1 millions d'USD). Les détails figurent dans les tableaux ci-après.

Tableau 2

Financement supplémentaire, par composante et par financeur

(En milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Banque mondiale		Union européenne		Bénéficiaires		Emprunteur/contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Renforcement institutionnel et coordination dans les secteurs du café et du cacao	6 000	27	8 000	26	400	6			1 430	32	15 830	22
2. Partenariats productifs	8 700	40	11 900	40	3 600	56	10 100	100	1 050	23	35 350	48
3. Infrastructures d'accès aux marchés	7 300	33	10 100	34	2 400	38			2 020	45	21 820	30
Total	22 000		30 000		6 400		10 100		4 500		73 000	

Tableau 3

Coût total révisé, par composante

(En milliers d'USD)

Composante	Coût initial	Financement supplémentaire	Total
1. Renforcement institutionnel et coordination dans les secteurs du café et du cacao	9 600	15 400	25 000
2. Partenariats productifs	20 100	35 600	55 700
3. Infrastructures d'accès aux marchés	16 600	22 000	38 600
Total	46 300	73 000	119 300

Tableau 4

Financement supplémentaire, par catégorie de dépenses et par financeur

(En milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Banque mondiale		Union européenne		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Consultants	4 500	20	6 200	21	-		-		-		10 700
2. Biens, services et intrants	6 700	30	9 200	31	2 300	36	-		1 600	35	19 800
3. Formation ¹	2 300	10	3 100	10	500	8	-		1 850	41	7 750
4. Dons et subventions ²	8 500	40	11 500	38	3 600	56	10 100	100	1 050	24	34 750
Total	22 000		30 000		6 400		10 100		4 500		73 000

¹ Inclut des coûts de fonctionnement supplémentaires.² Dons pour des partenariats productifs.

17. Tout comme le financement initial du projet, le financement supplémentaire du FIDA sera réparti entre toutes les composantes du projet et financera un pourcentage de chacune des activités. Le prêt du FIDA au titre de financement supplémentaire sera accordé au Gouvernement papouan-néo-guinéen sur la base de modalités et conditions mixtes. Il sera nécessaire de reporter les dates d'achèvement et de clôture du projet existant. La nouvelle date d'achèvement du projet sera le 30 juin 2019.

V. Gestion financière

18. La gestion financière du projet en cours était jugée plutôt satisfaisante dans le dernier examen interne du portefeuille du FIDA.
19. La fonction fiduciaire globale est confiée à la Banque mondiale en sa qualité d'institution coopérante chargée de l'administration du prêt. Le dispositif harmonisé pour l'information financière de tous les donateurs qui financent le projet sera maintenu. Le financement initial du projet a été décaissé à hauteur de 28%, mais 70% des fonds du prêt initial ont été engagés à l'appui de partenariats approuvés et seront décaissés progressivement sur la base de la performance. En outre, la composante infrastructures, qui représente 40% du financement total du projet, a commencé, et les fonds correspondants devraient être intégralement décaissés fin 2014. Les modalités de gestion financière du projet initial seront les mêmes pour le financement supplémentaire, et la structure de financement sera renforcée moyennant le recrutement d'autres comptables pour faire face à l'accroissement de la charge de travail.

VI. Flux de fonds et demandes de retrait

20. Un nouveau compte désigné, par lequel transitera le financement supplémentaire, sera ouvert dans une banque agréée par le FIDA. La gestion des demandes de retrait s'est améliorée depuis le début du projet, lorsque de nombreuses demandes de faible montant étaient soumises au FIDA à des fins de décaissement. La réalisation de gains d'efficience a réduit le nombre de demandes de retrait et en a accru le montant.

VII. Audit

21. Les états financiers du projet seront vérifiés par le Bureau du Vérificateur général. Les audits du projet réalisés au cours des dernières années ont été jugés relativement satisfaisants.

VIII. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement du projet

22. Une fois approuvé par le Conseil d'administration, l'accord de financement du projet sera modifié de manière à prendre en compte le financement supplémentaire octroyé par le FIDA. Le financement supplémentaire sera dûment aligné sur la conception initiale. Les activités seront intensifiées dans les zones existantes et reproduites dans les nouvelles zones de production de café et de cacao, où de nouveaux partenariats seront créés.

IX. Recommandation

23. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Papouasie-Nouvelle-Guinée un prêt supplémentaire à des conditions mixtes d'un montant équivalant à 22 millions d'USD (14,23 millions de DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze